

Semaine du 19 au 25 janvier 2009

REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE

Association des politistes de l'ICES

Numéro 1

[Sélectionnez la date]

Sommaire

France politique

- Crise à l'Assemblée nationale
- Processus de fusion des régions de Haute-Normandie et Basse-Normandie

France économie

- La crise financière en France
- Le contre plan de relance du PS

Europe

- La présidence tchèque salue l'avancée des discussions sur le gaz

Amérique

- L'investiture de Barack Obama
- La première mesure d'Obama : la fermeture de Guantanamo

Brèves

France politique

⇒ Crise à l'Assemblée nationale

PARIS, 21 janvier 2009 (AFP) - Le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement Roger Karoutchi a dénoncé mercredi la "flibusterie" du PS, après les vifs incidents de la nuit à l'Assemblée nationale sur la réforme du travail parlementaire.

"Après l'obstruction sur l'audiovisuel, la gauche avait dit qu'elle ferait de ce texte de loi organique la mère des batailles", a déclaré M. Karoutchi, lors d'une conférence de presse à son ministère.

"Elle n'en a pas fait la mère des batailles, elle en a fait un combat de flibusterie qui n'a aucun sens, ne grandit pas le Parlement et qui, aux yeux des Français, est absolument incompréhensible", a-t-il ajouté.

Le projet de loi organique prévoit de limiter la durée des débats parlementaires et encadre le droit d'amendement.

Dans un mouvement de protestation sans précédent depuis des décennies, plusieurs dizaines de députés socialistes se sont massés au pied de la tribune de l'Assemblée dans la nuit de mardi à mercredi en chantant, fait rarissime, la Marseillaise, et en réclamant la démission du président Bernard Accoyer.

Ils ont ensuite quitté l'hémicycle pour protester contre le texte, selon eux contraire à la démocratie, annonçant qu'ils boycotteraient la séance des questions d'actualité au gouvernement mercredi après-midi.

Commentant ces incidents, M. Karoutchi a dénoncé "l'agressivité, les insultes, les menaces physiques, les propos totalement déconnectés et que l'on qualifierait ailleurs d'inadmissibles et scandaleux".

"L'Assemblée nationale n'est pas un ring, l'Assemblée nationale n'est pas un cirque, où chacun croit devoir donner de la voix, faire une démonstration de force physique pour essayer d'intimider, d'impressionner ou de faire changer le comportement des autres acteurs de la vie parlementaire", a-t-il protesté.

"Le gouvernement avait, sur ce texte comme sur les autres, la capacité et la volonté de tendre la main, d'ailleurs avec des amendements socialistes", a-t-il poursuivi.

Mais le groupe PS a préféré selon lui répondre par "l'obstruction".

Les socialistes "disent qu'ils sont bâillonnés. Mais sur les 58 heures qu'ont duré jusqu'ici les débats, ils ont imposé 18 heures de suspension de séance. Et sur les 40 heures de discussion, il y en a eu 35 pendant lesquelles c'est le Parti socialiste qui a parlé... Le bâillon est très large!", a encore commenté le secrétaire d'Etat. [\[Retour\]](#)

⇒ Processus de fusion des régions de Haute-Normandie et Basse-Normandie

A l'occasion de la conférence des exécutifs régionaux qui s'est déroulée vendredi 16 janvier 2009, les trois Présidents de conseils généraux ont pris position sur le dossier de la fusion des régions de Haute-Normandie et de Basse-Normandie, et adopté en commun la résolution suivante :

Les conseils généraux du Calvados, de la Manche et de l'Orne :

- considérant que le changement de périmètre géographique qui résulterait de l'unification des deux régions peut conférer à la nouvelle entité une capacité stratégique européenne renforcée,

- émettent un avis favorable au processus de fusion entre les deux régions de Haute-Normandie et de Basse-Normandie sous la réserve expresse des deux conditions suivantes :

1. vu le déséquilibre entre les deux entités existantes au profit, à chaque fois, de la Haute-Normandie sur les plans économiques, démographiques et politiques, de considérer que le « leadership institutionnel » que représente notamment le choix de la capitale régionale doit revenir impérativement à Caen.

Tout autre « choix se traduirait par une considérable perte de substances dont Caen et son agglomération ne se relèveraient que très difficilement » (avis CESR).

2. de connaître la position de l'État dans cette perspective de réunification.

Pour la réussir, il est indispensable que l'Etat accompagne ce processus par une démarche volontariste comportant la prise en compte d'investissements structurants dans les domaines ferroviaires, portuaires, aéroportuaires et ceux touchant à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Par ailleurs, les élus considèrent que l'Etat doit indiquer comment il entend dans ce projet collectif, réorganiser les services publics sur le territoire réunifié.

L'adhésion au processus de fusion n'exclut pas parallèlement d'engager des réflexions et de favoriser des rapprochements ou des coopérations renforcées avec des territoires voisins au-delà des limites régionales « historiques ».

Cet avis favorable devra bien entendu faire l'objet d'un réexamen à l'aune des décisions qui seront prises par l'Etat dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales. [\[Retour\]](#)

France économie

⇒ La crise financière en France

(La lettre de la fondation Robert Schuman)

Le 13 janvier, l'Assemblée nationale française a adopté la totalité du plan de relance présenté début décembre par le président français Nicolas Sarkozy et chiffré à 26 milliards €, en votant un projet de loi sur "l'accélération des programmes de constructions et d'investissements". L'Union pour un mouvement populaire (UMP) et ses partenaires du Nouveau centre (NC) ont voté pour, et la gauche (PS, PCF, Verts) contre, soit 316 voix contre 212. Trois députés PRG ont voté pour le texte tandis que le député François Bayrou (MoDem) s'est abstenu. Le projet de loi prévoit des mesures techniques pour faciliter la création de logements ou les programmes d'investissements. Le plan de relance doit être soumis au Sénat, pour une adoption définitive programmée fin janvier. [\[Retour\]](#)

⇒ Le contre plan de relance du PS

PARIS, 21 janvier 2009 (AFP) - Le PS dévoile mercredi son "contre plan de relance" face à la crise, en riposte à celui du gouvernement qu'il juge très insuffisant, avec des mesures phare comme un "chèque crise" de 500 euros aux plus modestes, et une baisse d'un point du taux de la TVA.

Un mois et demi après son investiture, la nouvelle équipe autour de la première secrétaire Martine Aubry entend faire de ce plan l'emblème du retour en force de son parti.

Le plan d'une cinquantaine de pages et d'autant de mesures, intitulé "agir vraiment contre la crise", a été adopté mercredi en fin de matinée par le Bureau national à l'unanimité avec des "réserves" du seul Malek Boutih, a indiqué à l'AFP le porte-parole Benoît Hamon.

Les minoritaires proches de Ségolène Royal l'ont également avalisé. "La tonalité de ce matin n'était pas à la contestation", souligne un participant.

"C'est un plan efficace, qui s'attaque aux racines de la crise économique, un plan complet, ambitieux et crédible", permettant "un effet levier sur l'économie", fait valoir M. Hamon pour qui le PS est "au diapason de ce que fait Barack Obama pour son pays".

L'intégralité des mesures socialistes devait être dévoilée par Martine Aubry dans l'après-midi.

Le volume du plan est de 50,5 milliards d'euros, 2,5% du PIB, soit quasiment le double de celui du gouvernement (26 mds d'euros mais dont seuls "4 à 5 mds sont réellement injectés dans l'économie", selon le PS).

Initialement, le parti travaillait sur un plan de l'ordre de 40 mds, 2% du PIB, conformément aux recommandations des institutions internationales.

Le gros des propositions socialistes repose sur des mesures en faveur de la relance du pouvoir d'achat, absentes du plan gouvernemental, juge le PS. "Ce sont des mesures très symboliques et immédiates", affirme le porte-parole.

Originale et inédite en France: la remise immédiate d'un "chèque crise" de 500 euros à tous les bénéficiaires de minima sociaux et de la prime pour l'emploi, mesure inspirée des propositions de la fondation Terra Nova (proche du PS). Cette mesure concernerait 10 millions de personnes, soit un coût de 5 milliards d'euros.

Le PS propose aussi une revalorisation du SMIC, mais modérée, de 3% (soit 30 euros), et une baisse d'un point du taux de la TVA de 19,6% à 18,6% (soit plus de 6 mds d'euros). Ce sujet a fait l'objet de longs débats au PS, certains ayant proposé une baisse de TVA sur les seuls produits de première nécessité.

Les socialistes, souligne M. Hamon, prévoient aussi la création de 100.000 emplois aidés supplémentaires, le gel des plans sociaux, dans l'hôpital public et l'Education nationale et la construction de 300.000 logements sociaux supplémentaires, et des mesures en faveur du secteur automobile.

Le PS prévoit aussi l'encadrement des licenciements boursiers en en renchérissant le coût, et des mesures en faveur de l'investissement des collectivités locales.

Pour le PS, l'Etat devrait entrer dans le capital et dans le Conseil d'administration des banques auxquelles il vient d'octroyer 10 milliards d'aides publiques supplémentaires.

Pour le financement de ces mesures, le PS prévoit la suppression de la loi TEPA (paquet fiscal) de 15 mds d'euros, déjà décrié par la gauche.

Le plan du PS est annoncé alors que le déficit de la France devrait exploser en 2009 à 4,4% du PIB, selon le ministre du Budget Eric Woerth. [\[Retour\]](#)

Europe

⇒ **La présidence tchèque salue l'avancée des discussions sur le gaz** **(La lettre de la fondation Robert Schuman)**

Suite à l'intense pression mise par l'UE représentée par la présidence tchèque et la Commission européenne, les premiers ministres ukrainien et russe se sont pour la première fois rencontrés pour des négociations communes.

« Nous saluons l'avancée obtenue dans les négociations qui se sont déroulées entre les représentants de la Fédération de Russie et l'Ukraine et dont ils ont fait état ce matin à Moscou. Nous demeurons cependant réalistes. Nous avons déjà connu à plusieurs reprises ces derniers jours de tels moments qui nous avaient laissés espérer une issue à la crise. Ce qui sera déterminant pour l'UE, c'est uniquement la reprise des livraisons de gaz. Nous ne savons pas clairement quand cela se fera », déclare le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce, M. Říman.

« Je crains que même en cas de reprise rapide du transit par l'Ukraine il faille plusieurs jours avant que le gaz n'arrive dans l'UE, » explique le ministre.

L'union européenne a parlé d'une seule voix à la conférence internationale sur la reprise des livraisons de gaz naturel vers l'Europe qui s'est déroulée hier à Moscou. « Je pense que cette marque d'unité a elle aussi incité les deux parties à poursuivre des négociations rapides », indique le ministre de l'Industrie et du Commerce. [\[Retour\]](#)

Amérique

⇒ L'investiture de Barack Obama

WASHINGTON, 21 janvier 2009 (AFP) - Barack Obama s'apprêtait mercredi à entrer dans le concret de la présidence, au lendemain d'une investiture historique, en convoquant conseillers économiques et principaux responsables militaires, à l'heure où le pays est confronté à deux guerres et une crise économique majeur.

Il n'avait pas attendu la fin de sa première journée en tant que 44^e président des Etats-Unis pour passer à l'action, sa première décision visant la prison de Guantanamo, symbole des excès de la présidence Bush, qu'il a promis de fermer dès que possible.

Porté par une énorme liesse populaire, Barack Obama, 47 ans, premier président noir des Etats-Unis, avait pris possession mardi de la Maison Blanche, saluant le triomphe de "l'espoir" sur "la peur".

Parmi ses promesses de campagne, il avait annoncé que la fermeture de la prison de Guantanamo, à Cuba, serait l'une de ses toutes premières décisions.

Avant même de donner l'ordre de fermeture, il a choisi de suspendre pendant 120 jours les procédures judiciaires d'exception devant les tribunaux de Guantanamo, portant un premier coup à ce système controversé créé en 2006 par l'administration de George W. Bush pour juger les suspects de terrorisme.

Cette décision a été saluée mercredi par l'Union européenne, qui a estimé qu'il s'agissait d'"un symbole très fort" mettant fin à un "triste épisode".

L'organisation de défense des droits de l'Homme Amnesty International a jugé qu'il s'agissait d'un "pas dans la bonne direction", tout en appelant le nouveau président à abandonner définitivement les procédures en cours.

Mercredi matin, quelques heures seulement après avoir achevé en compagnie de son épouse Michelle la tournée des bals en son honneur, M. Obama devait assister à une traditionnelle prière en la cathédrale de Washington, puis rejoindre le Bureau ovale pour ses premiers rendez-vous de travail.

Parmi les premiers attendus à la Maison Blanche, les conseillers économiques et les responsables militaires du pays. Car deux tâches majeures attendent Barack Obama: trouver des réponses à la crise économique et désengager les soldats américains d'Irak pour concentrer la lutte antiterroriste sur le front afghan.

Tout au long de la journée de mardi, une ferveur populaire sans précédent et les félicitations des dirigeants du monde entier avaient porté le jeune président démocrate jusqu'à la Maison Blanche, accompagné de son épouse et de leurs deux filles, Sasha et Malia.

Plus de deux millions de personnes, souvent très émues, ont assisté à la sa prestation de serment sur le Mall, l'immense esplanade du coeur de Washington.

Comme le veut la tradition, le président a levé la main droite et posé la gauche sur la Bible d'Abraham Lincoln, son modèle en politique.

Dans son discours d'investiture, M. Obama a félicité ses compatriotes d'avoir "préféré l'espoir à la peur" en

l'élisant président.

A l'adresse du monde, il a assuré que les Etats-Unis étaient "prêts à nouveau à jouer (leur) rôle dirigeant".

Dans la foule, l'émotion était particulièrement forte chez les nombreux Américains d'origine africaine venus acclamer leur héros malgré des températures négatives.

Barack Obama, fils d'un Kényan venu étudier aux Etats-Unis et d'une mère blanche du Kansas (centre), a évoqué la question raciale en soulignant qu'il y a moins de 60 ans, son père "n'aurait peut-être pas pu être servi dans un restaurant de quartier", alors que lui-même pouvait aujourd'hui "prêter le serment le plus sacré".

Face à la menace du terrorisme, il a prévenu les extrémistes du monde entier qu'ils ne réussiraient pas à affaiblir les Etats-Unis. "Nous vous vaincrons", a-t-il lancé. Il a promis que les troupes américaines allaient "commencer à laisser l'Irak à son peuple de façon responsable", près de six ans après l'invasion de ce pays sur ordre de M. Bush.

Il a proposé au monde musulman "une nouvelle approche, fondée sur l'intérêt et le respect mutuels".

A propos de la récession qui frappe les Etats-Unis, M. Obama a estimé que l'économie américaine, "gravement affaiblie", avait été victime de "la cupidité et de l'irresponsabilité de certains".

Prenant le contre-pied de la politique de l'administration sortante, il a assuré que les Etats-Unis travailleraient "inlassablement" pour "faire reculer le spectre du réchauffement de la planète". [\[Retour\]](#)

⇒ La première mesure d'Obama : la fermeture de Guantanamo

BASE NAVALE DE GUANTANAMO, 21 janvier 2009 (AFP) - Depuis plus de sept ans, des centaines de prisonniers de la "guerre contre le terrorisme" sont plongés dans un véritable trou noir à Guantanamo:

-- 2001 --

- 11 septembre: des attentats aux Etats-Unis font près de 3.000 morts.

- 18 septembre: le Congrès autorise le président américain à faire usage de la force contre les pays, organisations et individus impliqués.

- 13 novembre: George W. Bush instaure des tribunaux militaires d'exception pour juger les "combattants ennemis".

-- 2002 --

- 11 janvier: les premiers détenus, présentés comme "des tueurs parmi les plus entraînés et les plus féroces de la planète", arrivent sur la base navale américaine de Guantanamo à Cuba.

- 7 février: une directive présidentielle affirme que les Conventions de Genève ne s'appliquent pas à Guantanamo.

-- 2003 --

- 18 décembre: une cour d'appel fédérale ordonne que les détenus aient accès à un avocat.

-- 2004 --

- 28 juin: la Cour suprême autorise les prisonniers à contester leur détention devant un tribunal fédéral américain.

- 30 juillet: le gouvernement répond en créant des "commissions militaires de révision" (CSRT) pour déterminer le statut des détenus.

-- 2005 --

- 30 décembre: promulgation d'une loi autorisant les détenus à contester leur CSRT devant la Cour d'appel de Washington.

-- 2006 --

- 10 juin: trois détenus se suicident dans leur cellule.

- 29 juin: la Cour suprême invalide les tribunaux militaires d'exception, estimant que le président a outrepassé ses pouvoirs.

- 12 juillet: M. Bush ordonne l'application des Conventions de Genève à Guantanamo.

- 17 octobre: promulgation d'une loi instaurant de nouveaux tribunaux militaires d'exception.

-- 2007 --

- 10 mars: présenté devant une CSRT, Khaled Cheikh Mohammed (KSM), "cerveau" présumé du 11-Septembre, transféré 6 mois plus tôt d'une prison secrète de la CIA, revendique une trentaine d'actes terroristes.

-- 2008 --

- 5 juin: KSM et quatre co-détenus accusés d'avoir organisé le 11-Septembre sont présentés pour la première fois à un juge militaire, dans l'attente de leur procès.

- 12 juin: la Cour suprême estime que la Constitution garantit des droits aux détenus, dont celui de contester leur détention devant la cour fédérale de Washington.

- 21 juillet: ouverture du procès de Salim Hamdan ancien chauffeur d'Oussama ben Laden devant un tribunal militaire d'exception. Il plaide non coupable

- 7 août: Salim Hamdan, lavé de la charge de complot mais déclaré coupable de soutien matériel au terrorisme, est condamné à six ans et demi de prison, dont six déjà effectués à Guantanamo.

- 27 octobre: ouverture du procès d'Ali Hamza al-Bahlul, accusé d'être le propagandiste de ben Laden. Il refuse de se défendre et impose le silence à son avocat.

- 3 novembre: M. al-Bahlul est déclaré coupable et condamné à la perpétuité.

- 16 novembre: Barack Obama annonce qu'il fermera la prison de Guantanamo.

- 20 novembre: un juge fédéral examine pour la première fois le dossier de détenus de Guantanamo et déclare que la détention de cinq d'entre eux est illégale.
- Fin novembre: Salim Hamdan est transféré au Yémen pour y achever sa peine.
- 8 décembre: trois des cinq hommes accusés d'avoir organisé le 11-Septembre plaident coupable puis se rétractent en attendant que les deux autres soient aussi autorisés à le faire.

-- 2009 --

- 11 janvier: Barack Obama reconnaît que la fermeture de Guantanamo ne pourra se faire dans les trois premiers mois de son mandat.
- 12 janvier: Salim Hamdan est libre.
- 19 janvier: les procédures judiciaires contre les cinq accusés du 11-Septembre et contre Omar Khadr, un Canadien arrêté à 15 ans et poursuivi pour crime de guerre, reprennent à Guantanamo.
- 20 janvier: Barack Obama devient le 44e président des Etats-Unis.
- 21 janvier: Obama demande la suspension des procédures judiciaires à Guantanamo.

Plus de 800 prisonniers sont passés par la base, et environ 245 y sont encore détenus, la plupart à l'isolement dans des quartiers de haute sécurité. [\[Retour\]](#)

Brèves

PEKIN, 22 janvier 2009 (AFP) - La Chine s'est dite prête jeudi "à travailler avec la France à améliorer les relations bilatérales", mises à mal par la rencontre du président Nicolas Sarkozy et du dalaï lama en décembre.

GENÈVE, 22 janvier 2009 (AFP) - L'épidémie de choléra qui se propage sans fin depuis le mois d'août au Zimbabwe a fait 2.755 morts et 48.623 malades, selon un dernier bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publié jeudi.

PARIS, 22 janvier 2009 (AFP) - Le ministre chargé de la Relance, Patrick Devedjian, a proposé jeudi un système de "malus" pour les dirigeants d'entreprise ayant obtenu de mauvais résultats.

"Le bonus du chef d'entreprise qui a bien géré son entreprise et qui touche une prime, c'est normal", a-t-il dit sur France 2. "Mais l'année suivante qui a été une mauvaise année où il y a eu peut-être même des erreurs de gestion, il devrait avoir un malus qui affecterait les résultats du bonus", a-t-il poursuivi, comme il l'avait dit au Parisien-Aujourd'hui en France daté de jeudi.

"On pourrait par exemple geler pendant cinq ans le bonus" et lui soustraire le montant des pertes, a détaillé l'ex-secrétaire général de l'UMP sur France 2.

"C'est comme pour l'automobile. Quand vous êtes un bon conducteur, vous avez un bonus, quand vous avez été un mauvais conducteur, vous avez un malus", a-t-il dit.

Selon M. Devedjian, les chefs d'entreprise doivent "établir une déontologie de la gouvernance qui force le respect des gens, alors qu'aujourd'hui cela suscite la critique".

ÉCOLOGIE: CHANTAL JOUANNO REMPLACE KOSCIUSKO-MORIZET (AFP). Après six jours de vacance, le secrétariat d'Etat à l'Ecologie a retrouvé hier une titulaire avec la nomination d'une proche du chef de l'Etat, Chantal Jouanno, en remplacement de Nathalie Kosciusko-Morizet.

Brune, alerte et directe, Chantal Jouanno, 39 ans, fut la conseillère environnement et développement durable de Nicolas Sarkozy pendant la campagne en 2007 et durant les premiers mois de son mandat. Elle avait quitté l'Elysée début 2008 pour présider l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

"C'est une magnifique reconnaissance de se retrouver là. Je sais l'apprécier à sa juste valeur", a-t-elle déclaré après sa nomination.

Elle succède à la blonde Nathalie Kosciusko-Morizet, 35 ans, dont les relations tendues avec son ministre de tutelle Jean-Louis Borloo étaient notoires et avaient fini par irriter le chef de l'Etat.

Interrogée sur ses rapports avec M. Borloo, Chantal Jouanno a assuré: "On a des complémentarités, j'ai des compétences très techniques. On s'entend très bien". [\[Retour\]](#)